10 ENGAGEMENTS CONTRE L'HOMOPHOBIE SUIVI

10 ENGAGEMENTS CONTRE L'HOMOPHOBIE	SUIVI AU 30 JUIN 2017
<p>1 Les ministères s'engagent explicitement à agir en faveur de l'égalité des droits et à lutter contre les discriminations liées à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre, réelle ou supposée, des personnels lesbiens, gays, bi et trans (LGBT).</p>	<p>Depuis 2010, les ministères sont explicitement engagés dans la lutte contre les discriminations envers les personnels LGBT. La journée internationale de lutte contre l'homophobie a fait systématiquement l'objet d'un ou plusieurs événements à Bercy et dans les services. Les années 2013 et 2014 confirment cet engagement et le renforcent par un travail collectif entre l'administration, les organisations syndicales et l'association LGBT du ministère, COMIN-G. Ce travail aboutit, entre autres, aux 10 engagements ministériels. Un lancement officiel sous l'impulsion du cabinet du ministre en juin 2015, a donné lieu à une campagne de communication importante vers les agents sur tout le territoire.</p> <p>Depuis 2015, les 10 engagements sont rappelés et valorisés systématiquement dans chaque intervention du délégué à la diversité et à l'égalité professionnelle et de son équipe. Ces interventions peuvent concerner les services, les agents mais également mais également d'autres structures publiques ou privées.</p>
<p>2 Tous les services Ressources Humaines s'assurent que les règles et procédures ne permettent aucune discrimination liée à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre.</p>	<p>Chaque direction a mis en place une vigilance particulière notamment à l'occasion des révisions des règles et procédures applicables en interne.</p>
<p>3 Les directions prennent les mesures adéquates pouvant aller jusqu'aux sanctions contre tout comportement discriminant, agressions verbales ou physiques, propos insultants ou harcèlement en raison de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre.</p>	<p>Chaque direction applique les sanctions appropriées à toute discrimination y compris l'orientation sexuelle et l'identité de genre.</p>
<p>4 Les encadrants ont un rôle déterminant dans la lutte contre les discriminations. Ils sont formés aux bonnes pratiques et aux bonnes attitudes pour un encadrement sans discrimination liée à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre.</p>	<p>Le travail collectif engagé en 2013-2014 entre l'administration, les organisations syndicales et l'association LGBT du ministère, COMIN-G, a permis également l'élaboration de fiches réflexes pour les encadrants ainsi qu'un cas pratique pour les formations.</p> <p>Toutes les directions ont diffusé ces fiches. Pour la DGFIP, elles sont intégrées à l'espace intranet dédié aux managers. La DGE, la DGDDI, la DGCCRF et l'INSEE ont assuré une diffusion aux managers ainsi qu'aux référents diversité locaux.</p> <p>Ces fiches ont également été intégrées à l'édition 2016 du guide des bonnes pratiques. Enfin, elles sont systématiquement rediffusées à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre l'homophobie. Elles ont été présentées en actualité sur la rubrique diversité d'ALIZE au mois de mai 2017. Il a été constaté plus de 1000 téléchargements.</p>
<p>5 Les directions mettent en œuvre sur tout le territoire des actions à destination de tous les agents, pour lutter contre les stéréotypes et les discriminations liés à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre.</p>	<p>Chaque année, la campagne de communication ministérielle à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre l'homophobie est relayée auprès des directions via le réseau des référents nationaux. La couverture nationale, notamment via les intranets locaux, est en constante augmentation.</p> <p>A titre d'exemple, une planche sous forme de bande dessinée a été réalisée pour 2017 par la DDEP, avec un auteur de BD, a été téléchargée près de 1300 fois sur son site intranet. La page d'actualité de la rubrique ALIZE qui présentait des éléments sur la journée homophobie a eu en mai 2017 4031 visites uniques (moyenne mensuelle 1500 visites).</p>

<p>6 Les ministères s'engagent à favoriser le travail entre les différents acteurs de la lutte contre la LGBTphobie. La cellule de prévention des discriminations, les médecins de prévention, les assistant(e) de service social, les instances représentatives du personnel, les représentants du personnel et l'association LGBT dans nos ministères COMIN-G, sont à la disposition des personnels, des encadrants et des services ressources humaines pour des conseils et de l'accompagnement.</p>	<p>Les ministères, et notamment la délégation à la diversité et à l'égalité professionnelle, s'assurent de la coordination des interventions des différents acteurs, particulièrement dans la résolution de situations individuelles.</p>
<p>7 Les directions s'engagent à soutenir et à valoriser les initiatives locales ou nationales ayant pour objectif de lutter contre les discriminations à l'encontre des personnels LGBT.</p>	<p>Les directions ont soutenu les initiatives locales.</p>
<p>8 Un partenariat est mis en place entre les ministères et l'association LGBT COMIN-G</p>	<p>Le partenariat entre les ministères et l'association COMIN-G a été signé le 17 mai 2016. Un suivi est présenté aux organisations syndicales lors du GT du CTM du 23 juin 2017.</p>
<p>9 La mise en œuvre effective des engagements fait l'objet d'un suivi quantitatif et qualitatif.</p>	<p>Le présent tableau permet de présenter un suivi et un bilan aux directions et organisations syndicales.</p>
<p>10 Le suivi des engagements ministériels, en lien avec l'ensemble des directions, fait l'objet d'un bilan annuel avec les représentants des personnels</p>	<p>Le présent tableau permet de présenter un suivi et un bilan aux directions et organisations syndicales.</p>